Document generated on 08/06/2025 5:36 a.m.

Relations

RELATIONS

Le « printemps guatémaltèque » ?

Marie-Dominik Langlois

Number 780, September–October 2015

URI: https://id.erudit.org/iderudit/78852ac

See table of contents

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)
1929-3097 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Langlois, M.-D. (2015). Le « printemps guatémaltèque » ? *Relations*, (780), 7–8.

Tous droits réservés © Relations, 2015

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

lement la politique est devenue un spectacle où dominent les faiseurs d'images, mais l'économisme a envahi la politique au point où un premier ministre doit paraître avant tout comme un bon gestionnaire qui s'occupe des « vraies affaires ». Tout cela sur fond d'un conservatisme culturel qui remplace la morale de la sollicitude par la morale du fort, c'est-à-dire de « l'homme blanc chrétien ».

PKP : trois lettres qui en disent long sur notre inaptitude à penser les problèmes de notre temps en dehors des slogans et des acronymes. ●

Le « printemps guatémaltèque » ?

D'importantes mobilisations secouent le pays gangrené par la corruption.

MARIE-DOMINIK LANGLOIS

Depuis le mois d'avril 2015, le Guatemala connaît d'importantes mobilisations citoyennes en réaction à des scandales de corruption impliquant de nombreux hauts dirigeants politiques, dont la vice-présidente, Roxana Baldetti, et le président, Otto Pérez Molina. Celui-ci a perdu son immunité et a été poussé à la démission, le 2 septembre dernier, quatre jours avant le premier tour des élections en cours.

Ces scandales ont été dévoilés par le Ministère public et par la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG). Leur travail commun a révélé que depuis la signature des Accords de paix, en 1996, qui ont mis fin au conflit armé interne ayant débuté en 1960, on assiste à l'émergence de nouveaux acteurs issus de la classe politico-militaire. Imbriqués dans l'appareil étatique au sein de groupes ayant des activités criminelles, ces derniers jouissent d'un haut degré de pouvoir et d'impunité.

Le Parti patriote du président déchu, par exemple, est largement composé d'ex-militaires ayant été actifs lors de la guerre civile – notamment dans les services de renseignement. Par ailleurs, plusieurs ministres et membres du personnel proches du président durent démissionner au printemps 2015, après avoir été pointés du doigt par les récentes enquêtes du duo Ministère public / CICIG. En dépit de fortes réticences et à cause de la pression exercée par les États-Unis, l'ex-président Pérez Molina avait néanmoins renouvelé le mandat de la Commission.

Ainsi, depuis avril 2015, et pour la première fois depuis la période de la

L'auteure, étudiante à la maîtrise en science politique à l'UQAM, a travaillé pour plusieurs organisations de droits humains, notamment au Guatemala ces deux dernières années

Manifestation devant le Palais national de la culture du Guatemala, le 13 juin 2015. Photo : Luis Soto

révolution de 1944-1954, le peuple guatémaltèque a surmonté la peur héritée du conflit armé – qui a fait plus de 200 000 morts – et est sorti dans la rue pour exiger des changements à l'ordre politique. La mobilisation a atteint son paroxysme le 27 août dernier, lorsque 200 000 personnes se sont rassemblées pour exiger la démission du président et dénoncer la corruption gangrenant le pays. D'autres demandes se sont greffées aux revendications initiales portées lors de mobilisations citoyennes devenues hebdomadaires, comme celles pour la réforme immédiate de la loi électorale et sur les partis politiques et l'assainissement des institutions gouvernementales – particulièrement l'appareil judiciaire, soumis au pacte d'impunité entre politiciens et magistrats.

Fait à noter, depuis les premières annonces des scandales de corruption et le début des mobilisations, l'ambassadeur des États-Unis au Guatemala, Todd D. Robinson, a démontré publiquement son appui à la CICIG. Il a appelé les autorités politiques guatémaltèques à entreprendre la refonte de la loi électorale. Par ailleurs, Robinson était présent, le 24 juillet dernier, au procès contre l'ex-dictateur Efraín Rios Montt, qui ne cesse de connaître de multiples revirements[1]. Ses pressions en faveur de la justice et de pratiques démocratiques au Guatemala viseraient à faciliter l'approbation de l'Alliance pour la prospérité par le Congrès américain, en septembre 2015. Ce projet d'un milliard de dollars cherche à freiner la migration illégale vers les États-Unis en provenance du Guatemala, du Honduras et du Salvador, notamment en développant le commerce par l'investissement privé et en renforçant les institutions et la sécurité. Un plan d'une telle envergure requiert que le pays partenaire démontre une volonté d'assainir ses institutions.

Il semble donc y avoir un point de jonction entre les demandes populaires pour un changement au modèle politique du pays et celles du gouvernement américain pour faire avancer, en réalité, un programme néolibéral. Cette situation soulève des questionnements et des doutes quant à la possibilité réelle d'une transformation profonde et nécessaire du modèle politique et économique guatémaltèque, marqué par des inégalités extrêmes tant sur le plan du partage du pouvoir politique qu'en ce qui concerne les conditions de vie. Plusieurs Guatémaltèques ont d'ailleurs décrié l'appui de fonctionnaires américains aux mobilisations citoyennes. C'est que même si 60 ans se sont écoulés depuis l'implication de la CIA dans le coup d'État qui a mis fin à la période révolutionnaire au Guatemala, en 1954, son souvenir est toujours présent pour la population. L'influence américaine est encore très importante dans la vie politique du pays, quoique de façon plus subtile.

Reste à voir, dans les mois qui viennent, si le mouvement citoyen réussira à maintenir la pression sur le nouveau gouvernement pour faire avancer ses demandes au-delà de quelques réformes démocratiques qui risquent d'être diluées au profit de puissants intérêts économiques. ●

1. Lire M.-D. Langlois, « Un procès historique au Guatemala », *Relations*, nº 766, août 2013.